



CONGRES NATIONAL DU MOUVEMENT DE LA PAIX
Université Paul Sabatier - Toulouse
8 et 9 Novembre 2014

« Pour le droit humain à la paix, passons aux actes »

RAPPORT D'ACTIVITE

2011 - 2014

RAPPORT D'ACTIVITE

CONGRES TOULOUSE – NOVEMBRE 2014

I/ Rappel de la méthode de préparation

II / Le contexte et les enjeux depuis le congrès de Paris

III/ Notre action depuis le congrès de Paris

- a) Mobilisation contre les dépenses militaires
- b) Pour l'abolition des armes nucléaires
- c) le commerce des armes ;
- d) la dissolution de l'Otan ;
- e) la fermeture de toutes les bases étrangères à l'étranger
- f) la souveraineté des peuples ...
- g) l'éducation à la paix...
- h) pour la justice et le respect des droits humains

IV/ Le développement du mouvement et la vie des instances

- a) la réorganisation du Mouvement et ses effets pour l'action et pour les comités
- b) La vie des instances coordination/BN / CN/

V / Les groupes de travail : bilan

VI/ Les décisions à prendre, les choix à faire pour l'avenir

Conclusion

Présentation de l'organisation de la suite des travaux du congrès.

I Rappel de la méthode

Le Bureau qui s'est réuni à La Rochelle dans le cadre du forum des comités a marqué un point de départ à la préparation de notre congrès. Il a débuté la réflexion pour que le Conseil National de juin 2013 puisse travailler sur la thématique et la méthode.

Ainsi en Juin il a été acté la thématique globale qui évoluera dans sa formulation puisqu'elle passera de « Pour une paix durable en Europe et dans le monde » à « Pour le droit à la paix, passons aux actes ». Le nœud de la réflexion étant que la guerre n'est jamais la solution.

En termes de méthodes ont été avancé l'objectif de construire collectivement et le plus en amont possible avec les comités. Il en est ressortie la démarche de consultation des comités à partir d'un questionnaire repartant les orientations fixées en 2011 ainsi que l'idée de construire un *Livre blanc de la culture de paix* pour construire l'alternative pacifiste et dont les *Fiches exigences* demeurent le cadre pertinent même si elles doivent être réactualisées.

Pour ce qui est de la consultation, 22 comités y ont répondu et c'est à partir de cette première étape interactive que les réflexions en termes de bilan et de perspectives se sont élaborées.

Un plan de travail étape par étape a donc été proposé et validé ; toutefois, malgré notre détermination, nous n'avons pas réussi à le tenir.

II Le contexte et les enjeux depuis le congrès de Paris

La période qui nous sépare de notre dernier congrès a été marquée par des évolutions qui ont confirmé notre analyse d'un monde déstabilisé par les visées géopolitiques des grandes puissances et traversé par des ambitions qui visent le changement pour un monde meilleur.

L'instabilité internationale s'est aggravée par des tensions régionales et une concurrence géopolitique pour occuper l'échiquier là où les régions regorgent de richesses naturelles. Flouant la Charte des Nations Unies, les recours à la force ont nourri la multiplication des foyers de violence et, vice versa, face à l'apparition de foyers, ces mêmes puissances ont eu recours systématiquement à l'intervention armée. Les atteintes au droit à l'information se sont aggravées et des journalistes et reporters toujours plus nombreux ont payé de leur vie le simple exercice de leur profession.

F. Hollande et son gouvernement ont fait de cette règle la logique de l'action internationale de notre pays, souvent dans le sillage des Etats-Unis.

Sur le plan international, comme au plan national, les effets de la crise débutée en 2008 se sont accrus et les remèdes dictés par les Institutions financières internationales ne font qu'aggraver la situation pour des milliards de femmes et d'hommes, menant même des pays à la faillite.

Partout dans le monde, à des degrés divers, des milliards de femmes et d'hommes sont jetés dans l'exclusion, exposés aux famines et aux épidémies.

L'espoir qu'ont suscité les révolutions arabes s'est vite trouvé étouffé par des réactions visant à les faire avorter. Des foyers de résistance persistent cependant jusqu'à ce jour dans les divers pays où a soufflé le vent de la révolution.

La révolution démocratique et pacifique syrienne n'a pas résisté à la militarisation du conflit par la répression et la tentation d'armer la résistance. Nos dirigeants privilégiaient le

recours à la force armée par des frappes aériennes qui, fort heureusement, n'ont pas pu se concrétiser suite à la mobilisation de l'opinion publique et au retrait de cette option par les anglais et les américains.

Malgré la disparition de grandes figures de paix comme Nelson Mandela et Stéphane Hessel, qui nous manqueront, d'autres voix se font entendre de plus en plus fort (par exemple le forum social mondial de Tunis) pour un autre monde débarrassé de l'arme atomique, respectueux de son environnement, solidaire, coopérant et tolérant pour un vivre ensemble.

Au plan national comme international, les manifestations de solidarité pour les causes justes et avec les peuples qui souffrent ont été plus fréquentes de 2011 à 2014. Face aux crises environnementale, économique, sociale et démocratique qui ont marqué cette période, de fortes résistances se sont exprimées dans diverses manifestations pour dire non aux choix de laisser pourrir ou recourir à la force.

Le rapport du GIEC sonne une alarme encore plus forte que la précédente version de 2007 et la déclaration du CIRC pointe la pollution atmosphérique comme un facteur cancérigène "avéré" pour l'Homme. La raréfaction de l'eau, la crise de l'énergie, le recours aux OGM et les récents scandales de l'industrie agroalimentaire confirment les risques qu'encourt l'humanité tant que la finalité de l'activité économique reste la recherche du taux de profit maximum. La prédominance des Etats les plus riches (les membres du G8 représentent 15% de la population mondiale, 65% du PIB et les deux tiers du commerce international) jointe à celle de l'Otan provoque le désordre actuel et l'urgence d'un nouvel ordre mondial.

Les choix libéraux dictés par la bureaucratie européenne et les dégâts qu'ils causent par la privatisation des services publics amplifient les difficultés de la vie pour les couches populaires et nourrissent l'intolérance et le rejet qui profite à l'extrême droite. Pendant ce temps-là, poussés par le désespoir, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, n'ayant aucun espoir pour une vie normale dans leurs pays, tentent de gagner les pays les plus riches en s'aventurant à travers terre et sur mer en payant le prix fort aux passeurs et aux noyades en mer.

III/ Notre action depuis le congrès de Paris

Depuis novembre 2011, les groupes de travail de notre mouvement ont continué leurs travaux dans la ligne définie par notre dernier congrès. Un point faible, par le moindre malheureusement, est à mettre en avant pour la plupart d'entre eux : un véritable dysfonctionnement dans la tenue de ces groupes de travail, peu de réunion ou alors sous le poids de l'actualité, le peu d'amis impliqués régulièrement. Il nous faut au plus vite remédier à ces problèmes. Pour autant, la grande majorité de ces groupes a travaillé au rayonnement de notre mouvement dans la société française et au-delà, à la construction de notre positionnement sur des questions larges et diverses, de fonds ou en réponse à l'actualité.

Sur la Mobilisation contre les dépenses militaires, de nombreuses rencontres ont lieu chaque année avec plusieurs groupes parlementaires afin de leur faire part de nos attentes dans le cadre du budget de la loi de programmation militaire. La place de la société civile lors de la Journée mondiale d'action sur les dépenses militaires, avec la parution des chiffres du SIPRI par exemple est plus importante chaque année. Mais il nous faut encore travaillé sur l'argument

économique de l'emploi dans l'industrie de l'armement par exemple. Nous pouvons aussi regretter que ce sujet reste l'apanage de quelques amis d'Île de France. Il s'agit du budget national, comment faire pour que le dossier soit pris en charge nationalement ?

Sur le dossier qui a été l'un des éléments créateur de notre mouvement, **l'abolition des armes nucléaires** une nouvelle approche a vu le jour en mars 2013 à Oslo en portant le regard de la société civile et des dirigeants du monde sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires. Cette approche a permis de « booster » les états lors de conférences internationales et dans leur prise de position lors des comités préparatoires au TNP de 2015. En France, des voix commencent à s'élever sur la théorie de la dissuasion et portent le débat sur la place publique même si le chemin peut nous paraître encore long. Nos initiatives en France ont été porteuses d'intérêt dans la société civile, les organisations et associations françaises, et pas uniquement celles se réclamant du pacifisme (Forum thématique de Marseille, Croisière sur la méditerranée, Crozon, la campagne Ican "Partage ton ombre" sur le tour de France cycliste 2013, le passage en France de « Bike for Peace » en 2014 et nos délégations au TNP, à Hiroshima- Nagasaki et au forum de la société civile organisé par ICAN à Oslo). Le dernier point à porter au crédit est la première célébration par différents moyens de la 1^e journée internationale du désarmement nucléaire du 26 septembre dernier. Gageons que le peu d'engagement des comités cette année est dû au fait que cela soit la première année.

Toutefois, ces réussites ne peuvent cacher que nous avons encore beaucoup à faire : pas de travail de fonds sur les armes à uranium appauvri, sur les armes chimiques, une pétition sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires en deçà de nos propres attentes... Quelles soient nucléaires, chimiques ou conventionnelles les armes ne « travaillent » pas pour faire avancer la Culture de Paix.

Comment parler de désarmement sans parler du commerce des armes et de l'OTAN!

Le mouvement dans son ensemble ne mène pas vraiment une campagne à la hauteur de ses ambitions, même si des amis franciliens se sont mobilisés à l'occasion du salon Eurosatory qui a été sujet à diverses manifestations en Île-de-France pour demander sa fermeture et rappeler que nous voulons vivre dans une société en Paix.

Sur l'OTAN, depuis 2012, plusieurs rassemblements ont eu lieu (Chicago, Bonn, Gand..) auxquels nous avons participé tout comme aux derniers en date, à Newport et Cardiff avec le contre-sommet de l'OTAN. Mais malgré cela sur ces deux groupe de travail, pas ou peu de mobilisation des comités et difficile fonctionnement sur les 3 ans.

Sur la souveraineté des peuples, du groupe de travail aux comités, un gros travail a été fait pour le soutien au peuple palestinien ; il serait bon d'en faire autant pour le peuple sahraoui.

Sur le chemin de la paix, nous passons obligatoirement par le **21 septembre**, journée internationale de la paix et par **l'éducation à la paix** avec la nécessité de mettre en place d'une culture de la paix et de la non-violence. Plusieurs réunions communes avec EPP et un investissement dans l'élaboration des programmes d'éducation ainsi que le travail fait autour de l'UNESCO font que le 21 septembre est en passe de devenir une réalité de plus en plus partagée. Former et éduquer à la culture de paix, nous savons faire et transmettre dans des actions de terrains autour du 21 septembre mais aussi de toutes les initiatives prises par nos

comités tout au long de l'année et à plus grande échelle, lors de l'organisation des universités populaires de la culture de la paix. Les relations liées avec les institutions comme l'UNESCO, avec les écoles, les collèges et les lycées permettent des initiatives qui sortent du commun, comme celle du collège de Manosque qui a pu déposer le travail fait autour de la culture de la Paix à l'ONU lors du dernier comité préparatoire du TNP en mai dernier. Le site internet www.21septembre.org témoigne de toutes nos initiatives et elles sont en augmentations d'année en année.

Pour finir ce chapitre, il nous faut faire un point sur notre **action internationale** pour la mondialisation de la paix et l'alternative sociale. Les relations avec nos partenaires pacifistes étrangers sont une composante importante des activités de notre mouvement. Historiquement impliqué dans le Conseil Mondial de la Paix (CMP), nous renouons ces derniers mois des relations qui s'étaient distendues. Nous siégeons au Bureau exécutif du Bureau International de la Paix (BIP) et nous sommes sollicités pour y prendre une place plus importante. D'autre part, les rencontres internationales autour du TNP ainsi que la conférence annuelle d'Hiroshima, auxquelles le Mouvement de la Paix s'est attaché à participer depuis des années, sont d'excellentes occasions, qui plus est régulières, pour travailler avec les pacifistes étrangers militants pour l'abolition des armes nucléaires.

Globalement, le Mouvement de la Paix considéré comme un mouvement capable de mener des campagnes populaires, notre travail autour de la culture de la paix est reconnu et nous sommes lors des rencontres associés aux prises de décisions et aux réunions de réflexion et de perspectives entre dirigeants des diverses organisations participantes.

Au bout du compte, le problème n'est-il pas que nous invitons les comités à se lancer dans trop de campagnes, au-delà de leurs capacités, sans leur donner les outils clés en main de ces campagnes (par exemple comme pour la campagne pour l'élimination des armes nucléaires en janvier dernier) ? Ne serait-il pas sage de distinguer des campagnes prioritaires dans lesquelles le mouvement engage toutes ses forces sans se laisser détourner par d'autres "urgences", et de traiter les autres "dans la mesure du possible", en soutenant et participant à des initiatives prises ailleurs ?

IV / Développement du mouvement et vie des instances

A l'issue du congrès de 2011, le nouveau BN constitué avec un assez grand nombre de nouveaux a dû faire face à l'actualité et à la relance des campagnes tout en gérant la perspective du départ de Pierre comme permanent politique.

La décision de recruter une déléguée générale, la répartition des domaines de responsabilité entre les membres de la coordination, la relance de groupes de travail prenant en charge la réflexion du mouvement dans les domaines spécifiques et la préparation de ses initiatives ont occupé les premiers rendez-vous du BN et le premier CN de fin janvier 2012.

a) Bureaux nationaux de 2011 à 2014

Par la suite les conflits qui se sont multipliés dans le monde ont occupé de longues heures en concurrence et au détriment, dans le temps court dont nous disposions, de la construction de nos campagnes et du renforcement de notre mouvement.

Ces difficultés sont très certainement un facteur explicatif du délitement progressif de la participation au BN, surtout de la part des nouveaux venus dont l'intégration n'a pas été réfléchi.

Pour autant, en tenant compte des conflits qui ont poussé des amis à se retirer du BN en cours de mandat, conflits dont il faut tirer les leçons, on peut dire que notre bureau national a assuré, tant bien que mal, la responsabilité qui lui avait été confiée.

b) Conseils Nationaux depuis 2011

Il s'en est suivi également un certain flottement (en tout cas ressenti comme tel) dans les messages adressés aux comités, dans le contexte d'une complexification de la bataille d'idée sur les enjeux géopolitiques et sur la promotion d'une culture de la paix. Peut-être y trouve-t-on une raison de la réduction progressive également de la participation du CN ?

Conclusion :

Quoiqu'il en soit des explications qu'on peut avancer, un de nos objectifs doit être de redynamiser la participation des amis aux instances nationales en s'en donnant aussi les moyens pour réduire les obstacles objectifs : lourdeur des temps de déplacement et coûts financiers

c) Coordination Exécutive

La **Coordination Exécutive** du Bureau National du Mouvement de la Paix élue par le CN du Dimanche 1er Juillet 2012, se caractérise par 27 mois besogneux, dans la bonne entente et la confiance mutuelle.

Rappelons qu'elle est composée de 8 Membres bénévoles : Pierre FLAMENT Guillaume DU SOUICH, Nathalie GAUCHET, Elise COLY, Aurélie ROYON, Régine MINETTI, Michel DOLOT, Aurélien AMSELLEM (Co- Trésorier). À noter que sur 8 membres de la coordination bénévoles, 6 sont encore en activité professionnelle dont 4 jeunes en activité.

S'y ajoutaient : Francis AZAN Co-Trésorier, bénévole, et Jeannick LEPRETRE, Déléguée Générale, Salariée.

La coprésidence collective a été mise en place, dans un esprit de solidarité collective pour palier à la situation nouvelle et difficile, de ne plus avoir de responsable politique après le congrès de Paris, à partir du 01/12/2012.

Comme dans toute instance dirigeante, les Membres de la Coordination ont eu une phase d'adaptation à laquelle a grandement participé Pierre VILLARD et nous l'en remercions vivement.

Modalités de Fonctionnement : La Coordination se réunissait une fois par semaine en soirée au téléphone de 21H à 23H/ Minuit après la Journée de Travail pour mettre en œuvre les décisions du Bureau et palier au quotidien.

L'Ordre du jour de la coordination est un mélange de points administratifs du Siège très pratiques et d'autres plus politiques. Nous rappelons que nous étions « coordinateurs Exécutifs » d'un BN qui prenait des décisions engageant le Mouvement en externe envers ses partenaires et les relations Media-Presses.

Rester en veille pendant les périodes de congés et en veille permanente, à l'écoute des salariés du siège, des comités, actif au téléphone, pour réagir aux urgences éventuelles, fut une exigence communément partagée.

Chaque semaine un Ordre du jour est proposé par mail par un membre qui anime et pilote la réunion Téléphonique (la rotation se fait par lettre alphabétique)

La Coordination s'est réunie très souvent physiquement le Vendredi précédent le BN ou le CN et en Séminaire de Travail (5 fois)

Le Travail de la Coordination ne s'arrête pas à la présence à la Réunion Hebdomadaire, elle doit assurer le suivi des décisions prises en BN et en CN qui doivent être exécutées.

Collectivement, nous avons travaillé dans un profond respect, envers chacune et chacun des membres, dans une bonne ambiance de camaraderie, dans la confiance.

Répartition des Responsabilités

L'équipe qui s'est répartie les responsabilités et a répondu aux aléas de la vie de ses membres. En binôme, les membres de la Coordination suivait un "Secteur" selon les possibilités de chacun-ne et les impératifs (Gestion du Personnel, Relations avec les Organisations Françaises, Relations Internationales, Finance, Communication, etc....)

Le BN et les Comités ont été informés de cette répartition des tâches.

Le travail de la Déléguée Générale (en sus de la Gestion du Siège Quotidienne comme prévu dans sa Fiche de Poste) s'est trouvé alourdi par la réunion de coordination le soir car travail oblige, et par nos « indispositions inopinées » à tenir nos engagements.

Conclusion :

Certains Membres quittent la Coordination après un Mandat où deux et plus, d'autres resteront. Tous s'engagent au meilleur passage de relais à la nouvelle équipe qui sera autant motivée que ce que nous l'avons été. C'est du travail certes mais c'est aussi du bonheur à vouloir faire progresser l'esprit de la paix.

Tout se « faire » n'a pu être réalisé qu'avec une présence assidue et professionnelle de Jeannick qui devait gérer ses voyages entre le siège de St Ouen et son domicile Bourges.

Nous lui en sommes extrêmement reconnaissants.

Au 30 Novembre 2014 Jeannick quitte ses Fonctions de Déléguée Générale pour un retour souhaité dans sa région et assurera le tuilage avec la nouvelle personne recrutée.

Il faudra toutefois faire le bilan de l'expérience de Jeannick à ce poste.

Nous souhaitons belle vie à la future coordination, que nous aiderons au mieux de nos possibilités.

V / Bilan du fonctionnement des groupes de travail.

Pour la présentation de ce bilan, nous nous sommes efforcés de faire une synthèse des bilans détaillés des groupes de travail, sous leur contrôle. Les bilans détaillés sont à votre disposition.

1. Groupe de travail (1) sur le désarmement :

Nos réunions de travail, physiques lors des CN ou en comité plus réduits par téléphone, lorsque l'actualité ou l'urgence d'une prise de position le nécessitait ont essentiellement traité du désarmement nucléaire et ont été ponctué par le calendrier international. Elles ont permis aussi de travailler sur la nouvelle stratégie insufflée par ICAN sur les conséquences humanitaires d'une déflagration nucléaire et de réfléchir sur notre rôle propre au sein de ICAN France.

Notons également le travail important fait au moment où nous avons contesté la loi de programmation avec la cyber action „pas un euros pour de nouvelles bombes atomiques“ avec plus de 10 000 signatures en 10 jours mais aussi et surtout le fait que nous ne soyons pas restés

dans la dénonciation mais que nous avons pour la première fois **formalisé une proposition de loi de programmation pour une culture de la paix et de la non-violence.**

Si nous pouvons être satisfaits de l'action du Mouvement de la Paix pour la désarmement nucléaire, force est de constater que les questions relatives aux armes à uranium appauvri ou la destruction des armes chimiques n'ont pas retenu son attention. Or Il se doit d'être une force de proposition pour le désarmement dans sa globalité.

Il doit être mieux l'endroit où se dessinent et se construisent tous les moyens à mettre à la disposition des comités pour que ceux-ci se mobilisent concrètement sur les enjeux du désarmement. Ceci ne se fera pas sans améliorer l'efficacité du GT par un renforcement significatif et plus de rigueur dans l'organisation.

2. Bilan du groupe (2) sur "économie de guerre/économie de paix" (commerce des armes et dépenses militaires)

- Mobilisation contre les Dépenses Militaires (Budget de la Défense des années 2012 à 2015) : au moment du débat et du vote, la coordination a développé une activité de « lobbying » en direction des députés et sénateurs, avec des communiqués de Presse transmis aux comités, et à nos partenaires.
- Chaque année nous avons lancé une pétition (Papier, WEB). La Cyber Pétition a progressé de 4346 (2009) à 11065 (2013-2014).
- Nous avons participé aux actions visant à dénoncer le salon d'Eurosatory.
- sur la Loi de Programmation Militaire 2014-2019 nous avons fait un très beau travail en direction des Parlementaires avec une dimension d'éducation populaire pour nos comités.

3. Groupes de travail (3-4) sur le 21 septembre et la culture de paix

Les avancées réalisées résultent d'une réflexion et d'un travail soutenus notamment l'initiative du 19 septembre à l'UNESCO qui a connu un grand succès (1200 personnes) avec les programmes diffusés à plus de mille exemplaires avec le logo du mouvement de la paix. Il y a eu beaucoup d'autres événements dans tout l'hexagone dont les voiles de la Paix à Marseille "tout Rennes cultive la paix", la Corrèze, Malakoff, le Calvados, la Savoie, La Courneuve et le 93... Le travail réalisé est déjà très important et les potentialités considérables car les contacts et les partenaires nouveaux sont prometteurs mais les forces insuffisantes de notre Mouvement constituent un frein à cette progression. Le congrès a la responsabilité de trouver des solutions, notamment pour une nouvelle avancée de la compréhension de la culture de paix et pour donner un nouvel élan à l'éducation à la paix.

4. Groupe de travail (5) sur l'Afrique

De toute évidence un énorme travail déjà réalisé qui se traduit par une feuille de route très ambitieuse (je vous renvoie à son bilan exhaustif). Ces ambitions nécessitent de renforcer considérablement le GT.

5. Groupe de travail (6) sur le Proche et le Moyen Orient

Le groupe de travail (réduit à quelques amis du BN) a été amené à intervenir sur les questions du Moyen-Orient en plus de tout ce qu'il y a à faire sur le dossier Proche-Orient. Beaucoup a été fait dans divers domaines : veille et suivi politiques, envoi d'informations aux comités, organisation de campagnes, rédaction de communiqués, pétitions (reconnaissance de l'état palestinien, libération des prisonniers,...) ainsi que des actions dans le cadre de la campagne BDS (campagne pour le désinvestissement d'Orange et pour la suspension de l'accord d'association UE/Israël) Nous participons aux deux collectifs nationaux dans lesquels le Mouvement de la paix est un participant reconnu par les autres organisations(1). Nous avons aussi des relations avec des partenaires palestiniens et israéliens. A noter des partenariats culturels pour la réalisation, la production ou la diffusions de films, et organisation de délégations en Palestine.

Celle de 2013 a donné lieu à un beau projet : réalisation d'un film avec le soutien du Conseil départemental du Mouvement de la paix des Bouches du Rhône et projet d'aide au Centre de la paix de l'Université de Gaza.

On a vu à l'occasion des interventions sur la Syrie qu'il y a des divergences entre nous. Il serait nécessaire d'envisager des initiatives (journées d'études, colloque) pour accroître notre connaissance et affiner nos analyses sur le Moyen-Orient.

Il serait souhaitable de constituer un GT unique ; la question avait déjà été posée au congrès de Paris mais cela n'a pas été formalisé. Il faudrait également renforcer substantiellement le GT particulièrement en Île-de-France pour une représentation du Mouvement dans les collectifs qui permette de faire avancer les conceptions de la culture de paix. La visibilité du mouvement, qui dépend de sa présence au niveau parisien, est plombée par le nombre insuffisant de militants en IDF.

Nicole estime que ces questions n'ont pas suscité suffisamment d'intérêt dans le BN alors que de nombreuses initiatives ont été organisées par les comités. Cependant, après l'émotion causée par la guerre à Gaza, un intérêt accru a été sensible et une salariée du Mouvement s'est proposée pour suivre les activités du groupe de travail.

6. Groupe (8) sur le renforcement

Réunions régulières depuis le congrès de Paris qui ont produit des recommandations aux comités et des outils pour la campagne de renforcement, avec les résultats présentés. L'enjeu du renforcement dépasse largement les potentialités d'un GT. Un examen lucide de la situation doit être fait par le congrès et c'est tout le mouvement qui doit en faire une priorité pour les mois à venir, à commencer par la campagne de ré-adhésion qui doit commencer en décembre.

Nous devons faire le maximum pour favoriser une dynamique de l'action, garder espoir, et privilégier une solidarité sans failles si nous voulons faire face aux difficultés auxquelles nous sommes confrontés : donner les moyens politiques et humains nécessaires à notre organisation.

7. Groupe de travail (9) sur la formation

Une feuille de route a été adoptée dès la fin 2012 avec 2 axes : l'organisation de journées de formation décentralisées (avec de premières offres thématiques et un appel aux comités pour qu'ils formulent leurs besoins) et la réalisation d'une collection de brochures "L'Essentiel sur ...". Seuls deux comités se sont saisis des offres et une dizaine ont exprimé une demande sans suite. **(Ressources propres dans les régions ? Pas de besoin ressenti d'approfondir la maîtrise des dossiers de nos campagnes et de nous approprier des pratiques ? Obstacles pratiques ?)**

Le GT lui-même n'a pas été en capacité de réaliser sa part : ni dans la préparation d'une offre diversifiée, ni dans ses projets de brochures. (**Disponibilités insuffisantes de ses membres ?**). Ces constats conduisent à la nécessité d'un renforcement du GT, un GT ouvert, mais avec un noyau de membres permanents qui ne se consacrent qu'à lui et d'un dialogue avec les comités sur leurs attentes et les obstacles.

8. Groupe de travail (10) sur l'Otan

Composé d'un noyau 4 amis qui se sont réunis régulièrement et de deux autres dont la participation a été partielle, la majeure partie de son travail s'est faite dans le cadre du Collectif Otan-Afghanistan. Les réunions se tiennent environ toutes les 6 semaines, soit 10 réunions par an en moyenne.

Activités : Débats, rassemblement, participation à des rendez-vous internationaux, rencontres régulières avec nos partenaires belges, allemands. Plusieurs bilans ont été faits dans nos instances, avec une participation régulière aux ateliers organisés, notamment en CN.

Sur les 60 organisations signataires, la présence régulière concerne 10 à 15 organisations.

L'appellation Otan-Afghanistan a été jugée utile jusque l'année dernière ; actuellement la tendance serait d'appeler ce collectif « non à la guerre, non à l'OTAN ».

9. Groupe de travail (11) sur les jeunes

Le groupe a beaucoup travaillé mais regrette le manque d'implication global de l'ensemble du Mouvement. Le webjournal "Foutez-nous la Paix" a rencontré peu d'écho, y compris au sein du Mouvement et il n'a pas été possible de réaliser le RIJ en dépit de la longue préparation qui y a été consacré.

Cela concerne l'ensemble du Mouvement et nécessite à notre sens d'être abordé frontalement notamment dans le cadre de la préparation du congrès si toutefois il y a une volonté partagée d'aller vers les jeunes : comment encourager les jeunes à s'impliquer ou à poursuivre dans les instances du Mouvement? Comment les aider à se sentir bienvenus dans les comités? Comment les aider matériellement et politiquement à prendre leur place au Mouvement de la Paix? Comment changer nos pratiques ou s'ouvrir à de nouvelles méthodes (débat interne, actions, campagnes) pour impliquer les jeunes au sein du Mouvement et s'adresser à eux au sein de la société ?

Perspectives : Report de la Rencontre Internationale de Jeunes et la création de campagnes par les jeunes.

10. Groupe (12) sur l'agenda

Les agendas produits par ce groupe attestent de la qualité de son travail. L'expérience confirme la nécessité de faire un appel à des militants pour construire l'agenda bien en phase avec la demande. Cela est nécessaire notamment pour dégager les thèmes et le contenu politique chaque année et en assurer la cohérence avec nos activités et l'actualité. Ensuite reste la réalisation : là aussi le collectif de militants doit réfléchir sur l'iconographie, le style et la présentation.

Il est donc souhaitable de réaliser l'agenda avec un collectif de militants solide et déterminé à relancer les comités pour leurs contributions.

11. Groupe (13) contrôle des comptes :

Constituée à l'occasion du Conseil National de Juin 2013, la Commission s'est réunie à plusieurs reprises entre septembre 2013 et octobre 2014.

Elle constate qu'étant donné ses connaissances en comptabilité elle n'a pas pu s'acquitter de sa tâche avec une complète efficacité. Pour faire face à sa mission la Commission de Contrôle

Financier demande que des bonnes volontés viennent en renforcer l'effectif.

12. Groupe de travail (14) sur la Galerie Art et Paix

Rappelons que la mauvaise situation financière de la Galerie ayant entraîné la fermeture de son lieu d'exposition place Payret en janvier 2010, celle-ci ne dispose plus depuis cette date que d'un local de stockage pour ses oeuvres.

L'activité commerciale a été reprise par des bénévoles de la Commission dans le but de réduire les dépenses et rembourser les dettes (73 284€ au 31/12/2011).

Compte tenu de cette situation, la commission Galerie n'a pu envisager, pendant cette dernière période, que des expositions sur des lieux prêtés pour une durée limitée, aussi bien à Paris qu'en province.

Bilan et perspectives

Bien que la situation financière de la Galerie se soit améliorée par l'action du bénévolat, et que 43% de la dette ait été remboursées sur 3 ans (les dettes de 73 284€ fin 2011 ont été ramenées à 41 981€ fin 2013), il nous faudra patienter encore 3 ou 4 années pour retrouver la capacité de location d'un local d'exposition permanent.

Nous savons que l'Art joue un rôle déterminant pour vivre dans un monde de paix. En élargissant son champ d'action au-delà de la peinture, une nouvelle commission « *Art et Paix* » pourrait se donner comme objectif de tisser des liens avec tous les acteurs du monde des arts, (peinture, théâtre, musique, photo, cinéma, etc...) afin d'être un lieu de réflexions, de contacts et de préparation d'évènements culturels que nous devons associer à nos différentes initiatives nationales et locales.

Il reviendrait aussi à cette commission d'obtenir le soutien d'artistes connus du grand public, afin de mieux faire valoir au plan médiatique nos actions en faveur de la Paix.

13. Groupe de travail (16) sur les Relations Internationales

Son objectif a été de favoriser l'émergence d'un mouvement mondial pour une culture de la paix. Vu l'immensité du domaine couvert par ce GT (Conseil Mondial de la Paix, Bureau International de la Paix, Mouvement International pour l'Abolition de l'Arme Nucléaire, Partenariat franco-allemand, l'AIIEP) il préconise son renforcement en faisant un groupe large aux tâches très partagées avec des membres en charge de différentes régions du monde et de partenariats privilégiés ; sans oublier l'objectif d'être capables de coopérer de manière continue avec les mouvements pacifistes du monde.

14. Conclusion d'ensemble

Les témoignages des amis engagés dans les groupes de travail montrent bien la nécessité de renforcer ces groupes en nombre de participants, mais aussi en faisant en sorte que chacun d'eux soit constitué d'un noyau permanent de militants ayant fait de ce domaine leur priorité, sous la responsabilité d'un membre du BN, et ouvert largement à la participation, ce qui suppose un dispositif d'information disponible sur le site du mouvement.

VI/ Les décisions à prendre, les choix à faire pour l'avenir

Suite à ces 3 années denses tant à l'interne qu'à l'externe, il nous revient de poursuivre notre action à partir du chemin déjà parcouru. Il y eut des difficultés, des avancées, sachons être convaincants pour faire partager l'urgence de la transition pacifique. Sachons être convaincants pour que la guerre ne soit plus la solution. Sachons rassembler et nous ouvrir.

Nos travaux lors de ce congrès devront nous y aider.
Il y a des décisions à prendre, des choix à faire pour l'avenir.

Ainsi après un échange sur ce bilan, nous aborderons la réflexion sur les orientations avec notamment des ateliers thématiques et ensuite un débat en plénier. Nous aborderons le bilan et les moyens financiers à mettre en œuvre. Nous déciderons des taux de cotisation et procéderons à l'élection des délégués aux instances.

Place à l'échange.